

DIDIER MAURIN FINANCE

Siège social

72 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris
Tél. +33 1 40 07 82 89
www.didiermaurinfinance.fr

Services administratifs

60 boulevard de La Rochelle
55000 Bar-le-Duc
Tél. : +33 3 29 70 61 61
info@didiermaurinfinance.fr



LETTRE FINANCIÈRE n°92

- Novembre 2012 -

N

ous venons de créer "Katleya Mondialisation", avec la compagnie d'assurance La Bâloise, parce que nous sommes convaincus qu'il y a probablement beaucoup d'argent à gagner avec les SCPI, l'immobilier au Brésil, aux Etats-Unis et en Inde, les actions et l'or dans les 3 à 5 ans qui viennent !

En effet, la sortie de crise mondiale qui vient d'être enclenchée grâce à l'action des "planches à billets" des banques centrales, est très propice à ces quatre classes d'actifs que nous avons décidé de mixer au sein d'un seul et même fonds d'investissement.

"Katleya Mondialisation", Fonds d'Investissement Collectif d'un contrat d'assurance-vie luxembourgeois, est né parce que nous souhaitons vivement que nos clients profitent des futures hausses des marchés immobiliers, actions et or.

En fait, sa conception découle directement de celle que nous réalisons avec les gros contrats d'assurance-vie réalisés sur-mesure pour des sommes

minimales d'un million d'euros (se reporter à ce sujet à notre lettre financière n°88 de juin 2012) avec lesquels nous nous sommes aperçus que le mélange de SCPI, de "private equity", d'actions et d'or au sein d'un seul et même contrat constituait un équilibre presque parfait !

Par ailleurs, n'oubliez pas que les "planches à billets" des banques centrales correspondent à un gigantesque plan de relance de l'économie mondiale, avec de l'inflation et de la dévaluation monétaire certes, mais avec une reprise de la croissance aussi... et il serait dommage que vous ratiez la reprise de nombreux marchés qui commence à se dessiner !

A tous les pessimistes, et au risque de les faire "sursauter", nous affirmerons que tant qu'il y aura le **capitalisme** et la **paix** dans le monde, la croissance mondiale repartira toujours.

A contrario, un monde communiste et en guerre serait la source d'immenses désastres.

D'ailleurs, comme le soulignent les économistes, la croissance mondiale augmente en permanence de 3 à 6% par an, avec une moyenne de 4%, ce qui est énorme !

D'ailleurs, pendant cette période de crise, la croissance mondiale a continué à augmenter, même si bien entendu son chiffre est beaucoup plus proche de 3% !

Tel n'est bien sûr pas le cas de nombreux marchés financiers qui eux, se sont complètement effondrés.

Leur "rattrapage est sur les rails", car l'immobilier et l'or profitent toujours de l'inflation et des dévaluations monétaires pendant qu'une partie des milliards de "planches à billets" s'investit tôt ou tard, indirectement, sur les marchés actions.

Cela va même aller plus loin, car le "bal" des banques centrales a commencé, à savoir que ce sera à celle qui imprimera le plus afin que sa monnaie ne s'apprécie pas trop ce qui empêcherait ses entreprises d'exporter.

Prenez le cas de la Banque Centrale du Japon.

Elle vient d'imprimer l'équivalent de 800 milliards d'euros parce que le yen commençait à flamber et qu'elle voulait redynamiser son économie intérieure.

Les Banques Centrales Chinoise, Européenne et Américaine suivront.

D'ailleurs, Ben Bernanke, le patron de la Réserve Fédérale Américaine, s'est engagé à imprimer un minimum de 40 milliards de dollars supplémentaires chaque mois... ce qu'il a commencé à faire !!

Ce phénomène est excellent pour tous les "actifs" de l'économie mondiale, à savoir ceux qui empruntent pour développer leur entreprise ou pour investir dans l'immobilier, car ils verront la valeur de leurs crédits fondre avec le temps.

A contrario, les détenteurs de livrets, de plans d'épargne logement ou de contrats d'assurance-vie en euros sont ceux qui vont payer la crise, car placer de l'argent à 2 ou 3% lorsque l'inflation réelle est de 6, 8 ou 12%, est particulièrement néfaste...

Comme nous l'avons vu dans notre précédente lettre financière, l'inflation réelle est bien supérieure à l'inflation officiellement déclarée.

Un autre chiffre "faussé" par nos dirigeants politiques est celui du nombre de chômeurs.

A 3 millions de personnes officiellement, le chiffre étant beaucoup plus proche des 5 millions en réalité...

La masse monétaire mondiale est donc en train de devenir énorme, et mécaniquement, elle fera perdre de leur valeur aux billets de banque que vous possédez.

Seuls les **actifs** vont s'apprécier, et "Katleya Mondialisation" est là pour les cumuler avec la conviction que des SCPI, des actions et de l'or sont des investissements très différents dont les "courbes de croissance" n'auront rien de symétriques. Bien au contraire, et c'est cette diversification qui fait la richesse d'un tel investissement.

Par ailleurs, "Katleya Mondialisation" est là pour intégrer des investissements immobiliers au Brésil, en Thaïlande, en Inde, en Pologne, aux Etats-Unis etc. sous forme de "private equity", c'est-à-dire à peu de chose près l'équivalent des SCPI mais pour des montants très importants, car nous sommes fermement convaincus que les résultats immobiliers dans ces pays, tant en terme de plus-values que de loyers, vont rester à des niveaux élevés.

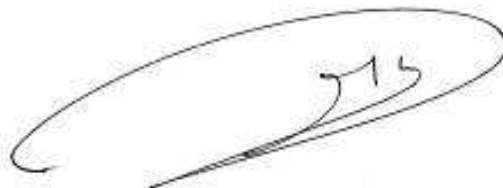
Pour terminer, et pour revenir à notre pays, sachez qu'il est très mal parti dans une période où le monde entier va aller de mieux en mieux...

Sa politique fiscale, qui transforme les jeunes chefs d'entreprises en "pigeons" comme ils se décrivent maintenant eux-mêmes, est un désastre...

Nombreux sont les entrepreneurs qui partent pour des "cieux plus cléments fiscalement", et ce sans compter le fait que la profitabilité des entreprises françaises est au plus bas depuis 28 ans...

L'économie libérale disparaît peu à peu dans notre pays pour laisser place à un "racket d'Etat" très préjudiciable là où **il conviendrait de transformer la France en paradis fiscal pour attirer les capitaux et les entreprises du monde entier.**

En conséquence, pour vous diversifier et vous protéger, internationalisez vos actifs avec "Katleya Mondialisation", le développement mondial servant de contrepois à une France qui vous fait prendre de nombreux risques à long terme...

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by the letters 'DM' in a stylized, cursive font.

Didier MAURIN

La présente note d'information, en tenant compte des différentes tendances qui s'expriment dans le monde de l'économie ou dans la presse financière, a pour but de vous informer et de vous faire partager mon analyse financière personnelle afin de vous permettre de faire vos choix et de prendre vos décisions dans les meilleures conditions possibles. Gardez toutefois présent à l'esprit que les marchés financiers sont susceptibles de fluctuer à la hausse comme à la baisse, que les performances passées ne préjugent pas des performances à venir, et qu'il n'est donc pas prudent ni raisonnable de concevoir un investissement sur les marchés financiers et immobiliers comme un placement à court terme et/ou sans risque. N'omettez pas en outre de considérer qu'il importe de diversifier votre patrimoine en tenant compte tout à la fois de vos propres objectifs et de la conjoncture du moment.

Aux Etats-Unis, les quelques signes plus positifs quant à la conjoncture économique perceptibles depuis le mois d'août ont été confirmés au mois de septembre. Du côté des chefs d'entreprises, on note d'abord le maintien de l'enquête ISM sur des niveaux supérieurs au seuil des 50, qui confirme bien l'expansion, même à un rythme assez modeste, de l'industrie américaine. Du côté des ménages, surtout, les éléments encourageants se multiplient. Les créations d'emplois se sont accélérées au cours du troisième trimestre, le redressement du marché immobilier prend de l'ampleur, et la confiance des consommateurs retrouve des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis plusieurs années. Au final, il semble probable que le rythme de progression de l'économie américaine se soit ré-acceléré au cours du troisième trimestre.

Source : *David Ganozzi, gérant de Fidelity Patrimoine*

LA BAGUETTE MAGIQUE DES BANQUES CENTRALES

AU CŒUR DE LA CRISE

Annuler la dette publique détenue en masse par les banques centrales permettrait d'un coup de désendetter les États. Au risque d'une forte inflation, mais préférable à la déflation.

Les réunions de Tokyo, où s'est déroulée il y a une semaine l'assemblée annuelle du FMI, ont été l'occasion d'attaques en règles, emmenées par le ministre brésilien des finances, Guido Mantega, contre les injections massives de liquidités opérées par les banques centrales. Elles ont conduit Christine Lagarde, la présidente du FMI, à rappeler que

abondant, et la possibilité que celui-ci entraîne une nouvelle crise financière, en raison du « *parallèle qui peut être fait avec les circonstances qui ont abouti à la croissance de la grande bulle du crédit des années 2000* ».

Mais, en fait, c'est un bien tout autre débat qui a plus discrètement commencé, révélé dans les colonnes du *Financial Times* par Gavyn Davies. Il a été engagé en privé – et nié

dette britannique, une même proportion de celle-ci serait effacée sans tambour ni trompette par une telle mesure...

Certes, cela laminerait les fonds propres des banques centrales, qui supporteraient d'importantes pertes, mais elles ne feraient pas sans doute faillite pour autant ! L'inflation atteindrait en revanche les investisseurs privés, ce qui justifie d'y regarder à deux fois et de tenter d'en apprécier le danger dans le contexte actuel.

Mais, au vu des milliers de milliards de dollars, de livres, de yen et d'euros déjà déversés par les banques centrales sans toujours rien déclencher, quelques espoirs sont permis... Et puis, le

« [le FMI a] travaillé afin de redéfinir, en tant qu'institution, [sa] vision de la libéralisation et de la gestion des flux de capital, du point de vue des pays qui les reçoivent et de ceux qui les génèrent ».

En d'autres termes, le FMI pourrait finir par assouplir son refus de toute entrave à la libre circulation des capitaux. De fait, il ferme déjà les yeux.

L'ANNULATION DE LA DETTE PUBLIQUE DÉTENUE PAR LES BANQUES EN DÉBAT

Fallait-il attendre de Ben Bernanke, le président de la Fed, autre chose qu'un plaidoyer *pro domo* sur le thème « *ce qui est bon pour les États-Unis l'est pour le monde entier, ce qui aide à renforcer l'économie américaine soutient également l'économie mondiale* ? ». Mais son collègue de la Banque du Japon, Masaaki Shirakawa, a adopté un point de vue beaucoup plus nuancé, en s'inquiétant des « *dommages collatéraux* » produits par le crédit facile et

en public – par Adair Turner, le président du FSA (Financial Services Authority, le régulateur financier britannique) et candidat à la succession à la tête de la Banque d'Angleterre de Mervyn King, qui est sur le départ. Car la lancinante question de la diminution de la dette publique est toujours posée, sans que nulle part n'y soit apportée de réponse convaincante jusqu'à ce jour.

Ne faudrait-il pas alors finir par envisager d'annuler la dette publique détenue en masse par les banques centrales ? Par définition, cela ne léserait aucun créancier privé, mais serait susceptible – et toute la question est là – de déclencher cette inflation si redoutée. Si l'on prend l'exemple de la Banque d'Angleterre, qui possède un quart de la

« Le danger de la déflation est supérieur à celui de l'inflation. De deux maux, il va falloir choisir le moindre. »

danger de la déflation est supérieur à celui de l'inflation. De deux maux, il va falloir choisir le moindre.

Toutes les pistes contribuant au désendettement des États sont peu à peu progressivement explorées, car plonger les uns après les autres les pays dans une longue récession au prétexte de leur faire résorber la dette n'est sans doute pas, comme on peut le voir, une bonne solution.

Annuler la dette en poursuivant son transfert des créanciers privés aux banques centrales est une forte tentation, car cela ferait coup double en exonérant ceux-ci de toute peine, tout en aidant, comme par un coup de baguette magique, les États à se désendetter. Mais c'est à nouveau balayer les miettes sous le tapis. ▼

L'or vaut-il mieux que le pétrole ?



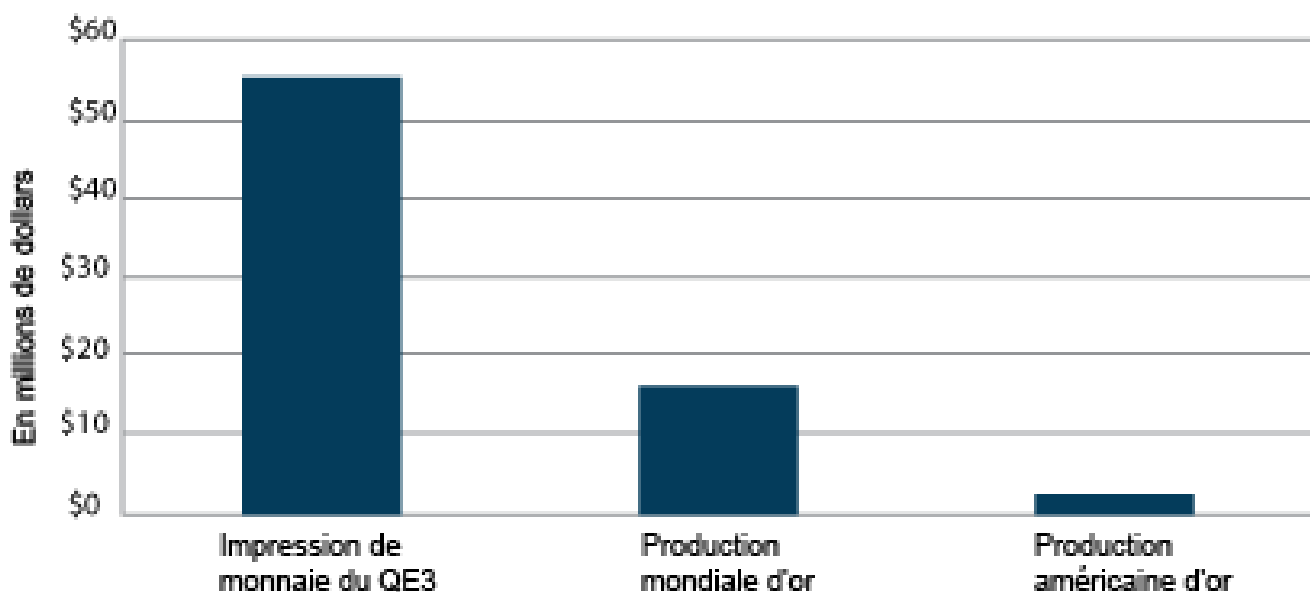
Oui, oui, je sais... l'or et le pétrole sont tous deux des actifs solides. Mais cela ne signifie pas pour autant que tous deux fourniront une couverture sûre contre la tendance inflationniste créée par Ben Bernanke.

En résumé, l'or vaut beaucoup mieux que le pétrole... du moins pour les deux prochaines années.

La meilleure raison pour posséder de l'or est aussi la raison la plus connue. Le gouvernement américain imprime beaucoup de monnaie, comme le montre le graphique ci-dessous.

Pourquoi l'or reste une monnaie

Production horaire de dollars fraîchement imprimés, comparée à la valeur en dollar de la production horaire d'or



WWW.AGORAFINANCIAL.COM

Grosso modo, la Fed imprime près de 55 millions de dollars tout neufs par heure. Par contraste, on ne parvient à extraire de la totalité des mines d'or dans le monde qu'une valeur d'environ 15 millions de dollars d'or chaque heure ; les mines américaines n'extraient qu'une valeur de deux millions de dollars d'or par heure. Autrement dit, Ben Bernanke crée de "l'argent" américain environ 27 fois plus vite que les mines d'or américaines.

Du n'importe quoi.

Il est difficile d'appréhender un réajustement de l'or pour rester au même niveau que la somme d'argent créée. Mais ce réajustement semble inévitable.

De toute évidence, inévitable ne signifie pas imminent. Mais il existe une bonne raison de penser que le prix de l'or atteindra sous peu 2 000 \$. Un rapport de la Deutsche Bank montre comment le prix de l'or est quasiment tout le temps resté en phase avec le rythme des planches à billets de la Réserve fédérale depuis 2000.

Sur la base de toute cette analyse statistique, même la conventionnelle Deutsche Bank prévoit que l'or atteindra 2 000 \$ au premier semestre 2013.

La première conclusion de tout ceci est qu'il est bon de posséder de l'or. Pourquoi pas également posséder des actions aurifères — qui ont marqué le pas par rapport au métal jaune pendant un certain temps et semblent finalement reprendre du poil de la bête. Le GDXJ, un ETF composé de petites actions aurifères, est en hausse de plus de 25% depuis début mai.

Cela reste un bon moyen de surfer sur un *rally* des actions aurifères si vous ne voulez pas courir le risque et peut-être connaître les frustrations de posséder des actions aurifères particulières.



Isabelle
Mouilleseaux

Tsunami dans le petit monde de l'or... et vous ne le savez pas

■ "Changement de statut : l'or passe du statut d'investissement au statut de monnaie", titrait récemment *BusinessWeek*.

"Depuis quelques mois, l'or est de plus en plus considéré comme de la monnaie, et de moins en moins comme une matière première", nous dit l'analyste RP Stoferle d'ErsteGroup.

"L'or sera considéré comme un actif AAA, avec un énorme avantage sur ses autres concurrents : sa note ne sera délivrée par aucune agence de notation. Sa note est intrinsèque", nous dit Simone Wapler dans *L'Investisseur Or & Matières*.

En attendant, la Chine, parfaitement consciente du potentiel de l'or en la matière, accumule sur tout repli... Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

■ L'or est-il vraiment en train de se remonétiser ?

Soyons factuels : les banques centrales achètent de plus en plus d'or pour diversifier leurs réserves de change. Elles considèrent donc bien l'or comme une monnaie, au même titre que le dollar ou l'euro.

L'Etat de l'Utah, au cœur des Etats-Unis, vient même de reconnaître officiellement l'or et l'argent-métal comme moyens de paiement. Treize autres Etats américains tentent actuellement d'imposer le cours légal pour les pièces en or et argent.

Mais il y a bien plus frappant encore... L'or devient un actif *core tier one*, à niveau égal avec le *cash* (comprenez dollar, euro...).

■ Tsunami dans le petit monde de l'or

L'or *core tier one* ?...

Ne vous laissez pas impressionner par les mots. Les accords de Bâle III sont nés, rappelez-vous, de la quasi-implosion du système financier mondial en 2007/2008 (la fameuse crise des *subprime*). Son objectif (entre autres) : renforcer les fonds propres des banques, ceux-ci servant de couverture contre le risque de dépréciation des actifs bancaires.

Nos banques doivent respecter un ratio de fonds propres de 8% (ratio Cooke) ; pour prêter 100, elles devront donc avoir 8 de fonds propres pour couvrir les éventuelles "ardoises" qu'elles pourraient avoir à subir.

Bâle III (version 2010) détaille les actifs *core tier one* qui peuvent servir de fonds propres : le *cash* et les obligations AAA bien sûr. Et l'or (physique) ? Dans une certaine mesure... franchement dissuasive.

Jusqu'ici, l'or détenu par la banque pouvait servir de fonds propre, mais avec une décote de 50% sur sa valeur. Le lingot de 42 000 euros ne sera donc comptabilisé en fonds propres qu'à hauteur de 24 000 euros. Vous comprenez pourquoi les banques n'avaient aucun intérêt à détenir de l'or, mais plutôt des obligations souveraines...

Cette situation change aujourd'hui totalement ; le comité de Bâle III (version 2012) a décidé que dorénavant l'or sera comptabilisé pour 100% de sa valeur. Il est donc considéré comme un actif à

risque 0, au même titre que des obligations souveraines notées AAA, ou les liquidités en dollar ou euro.

Les banques et compagnies d'assurance ont donc aujourd'hui autant intérêt à détenir de l'or en stock que des obligations souveraines, du dollar ou des euros. Dit autrement, les banques vont enfin pouvoir diversifier leurs réserves en intégrant l'or, sans pour autant être pénalisées puisqu'il est dorénavant comptabilisé à 100% de sa valeur car jugé sans risque.

■ **Cette décision du Comité de Bâle est énorme...**

Le fait d'accorder à l'or physique un rôle identique à celui du dollar ou de l'euro est un véritable tsunami. Et pour beaucoup, un signe de plus de sa remonétisation en cours.

"C'est peut-être l'histoire financière de l'année la plus passée sous silence [...] Pour la première fois l'or physique serait classé au même rang que le *cash* en dollar, les bons du Trésor américains et d'autres actifs explicitement garantis par le gouvernement fédéral", dit John Butler, directeur de la stratégie d'allocations d'actif de la Deutsche Bank (extrait de *L'Investisseur Or & Matières*).

Plus énorme encore : ces avancées secouent le landerneau américain puisque des propositions en ce sens commencent à circuler outre-Atlantique (FDIC), au grand dam de la Fed qui voit tout cela d'un très mauvais oeil.

■ **Beaucoup avaient pris les devants**

Les chambres de compensation, banques d'investissement et Bourses ont été les premières à franchir le pas.

- L'ICE, grande chambre de compensation européenne dans les marchés dérivés, accepte depuis longtemps l'or en collatéral.
- Début 2011, J.P. Morgan avait lancé un pavé dans la mare en devenant la première banque d'investissement à accepter les lingots d'or en collatéral.
- Le COMEX et le CME ont suivi en acceptant l'or physique en garantie de tous les contrats (*futures*, dérivés...).
- Même le parlement européen a voté à l'unanimité le droit, pour les banques centrales, d'utiliser leur or comme collatéral...

Et je ne parle pas du parti républicain américain qui a récemment annoncé son intention de monter une commission pour réfléchir à la possibilité... d'un retour à l'étalon-or.

■ **Remonétisation : la faute à la dette**

L'or n'est donc plus considéré comme un simple métal, mais bien comme un actif monétaire qui présente l'avantage de n'être la contrepartie de *rien* (contrairement au dollar qui se traîne un boulet de 15 000 milliards de dettes américaines, lequel entame sa valeur et la confiance de ses détenteurs).

L'or se remonétise au fur et à mesure de la monétisation de la dette publique par les banques centrales... Comprenez que le mouvement de remonétisation de l'or est le pendant, la conséquence directe, de la dépréciation/déperdition progressive des monnaies fiduciaires ; elle-même induite par la crise de la dette souveraine des états.

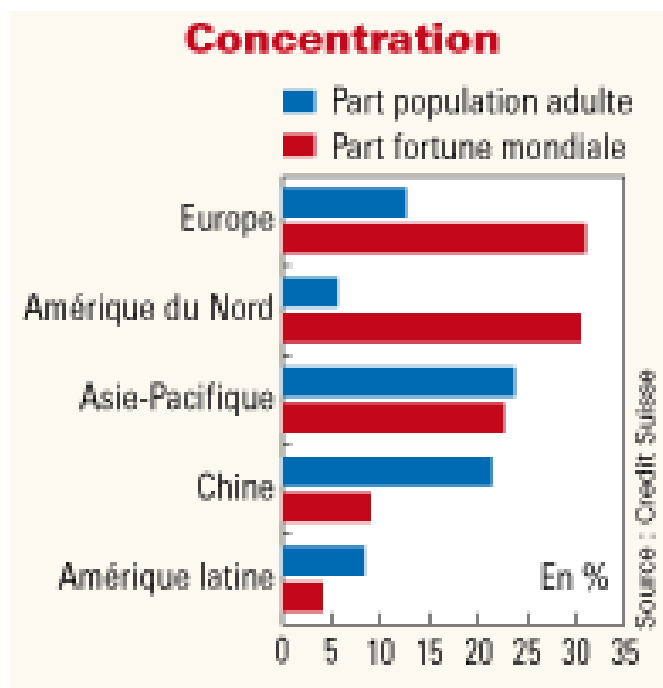
A contrario, la résorption des dettes et la remontée des taux d'intérêt signeront sans aucun doute l'arrêt de mort de l'or.

Source : La Chronique Agora - Mardi 23 octobre 2012

(Première parution dans *L'Edito Matières Premières & Devises* du 19/10/2012.)

Les grandes fortunes vont progresser de 50 % dans les cinq ans à venir

ESPOIR. La fortune mondiale cumulée des ménages s'est érodée de 5,2 % en dollars entre mi-2011 et mi-2012, à 223 milliards, selon le troisième Global Wealth Report de Credit Suisse. La baisse de 12,3 milliards s'explique essentiellement par le recul des fortunes européennes de 10,9 milliards, un phénomène qui s'explique par les évolutions du taux de change avec le dollar ; le billet vert s'étant apprécié sur la période face à la plupart des monnaies. Credit Suisse se veut optimiste et anticipe une hausse de près de 50 % de la fortune mondiale à 330 milliards en 2017. Le nombre de millionnaires passerait de 28 à 46 millions, 18 millions étant aussi le nombre de nouveaux millionnaires en Chine. La France arrive à la sixième place au classement de la fortune moyenne par adulte avec 265.463 dollars, devant les Etats-Unis mais loin derrière la Suisse, première avec 468.186 dollars. Une surprise : la France se classe deuxième pour le nombre de millionnaires (2,284 millions), loin derrière les Etats-Unis, mais nettement devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Ce nombre devrait augmenter en France de 50 % d'ici à 2017, selon l'étude.



Articles reproduits par le cabinet DMF avec l'autorisation du CFC.

Les documents reproduits sont des œuvres protégées et ne peuvent à nouveau être reproduits sans l'autorisation du CFC.

